ISSN 0024-7650

Maastricht : la mascarade du référendum

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 259 - 21 août 1992 - prix : 9 F

Ex-Yougoslavie :

Massacres ethniques, camps d'internement, la logique barbare de la politique nationaliste.

M6189 - 1259 - 9,00 F

LA MASCARADE DU RÉFÉRENDUM

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

A un mois du référendum sur la ratification du traité de Maastricht, les politiciens de tous bords ne savent plus quelles initiatives prendre pour nous faire croire que le 20 septembre prochain serait une échéance décisive.

Le gouvernement vient de choisir Jack Lang pour orchestrer sa campagne en faveur du "oui", campagne qui devrait se clôturer par un concert au Zénith à Paris. Dans le camp de ceux qui préconisent de voter "non", les affiches du gaulliste Charles Pasqua proclament en grand format "Liberté, je chéris ton Non", paraphrasant un poème célèbre de Paul Eluard, qui fut de son vivant une des gloires du PCF. Clin d'œil ? En tout cas le PCF le rend bien aux gaullistes et autres hommes de droite qui se sont rangés dans le camp du "non", en les citant élogieusement, et plutôt deux fois qu'une dans l'Humanité.

Car les responsables du PCF font feu de tout bois pour expliquer aux travailleurs que le vote massif contre le référendum contribuerait à améliorer leur situation. Dans un article publié il y a quelque temps dans l'Humanité, Georges Moreau expliquait que si le "non" l'emportait... "les dirigeants capitalistes seraient obligés d'en tenir compte : un coup de frein sera donné aux reculs sociaux. Le "Non à Maastricht" est une formidable occasion pour notre peuple de modifier le rapport de forces en notre faveur". Allons donc ! Le "Non à Maastricht" ferait-il qu'il y aurait moins de chômeurs en France dans les mois qui suivront ce référendum ? Il y en a aujourd'hui 3 millions. Ce sont des chômeurs "nationaux", créés par une politique bien française, par des capitalistes bien de chez nous avec la complicité d'un gouvernement lui aussi "national" auquel d'ailleurs le PCF prêta un temps son concours sans que la courbe ascendante du chômage ne s'inverse. Le refus de Maastricht n'en supprimerait pas un seul.

Et ce "non" à Maastricht ne sonnerait pas comme un avertissement aux oreilles du patronat, moins encore - s'il est possible - que la victoire électorale des socialistes en 1981 n'a fait sourciller les capitalistes et les a contraints à dévier de leur politique anti-ouvrière, car cette fois les bulletins de vote ne permettront même pas d'identifier et de distinguer les choix politiques, entre les "non" lepenistes, gaullistes et ceux qui voudraient exprimer un refus de gauche et faire entendre une protestation ouvrière. D'ailleurs, parmi les patrons, il y en a, et pas des moindres, qui militent en faveur du "non" tel Jacques Calvet, PDG de Peugeot, qui n'a pas la réputation d'être particulièrement tendre à l'égard des travailleurs qu'il exploite. Mais cette réputation n'a pas empêché les rédacteurs de l'Humanité de citer l'interview que ce patron de combat a donnée au Figaro. Il a suffi pour l'Humanité que Calvet argumente pour "la défense de notre industrie face à la concurrence étrangère" pour que le PCF l'embrigade dans sa campagne. Après cela, est-il sérieux de prétendre que le "non" affaiblirait les patrons et renforcerait les travailleurs ?

Nombre d'arguments développés par le PCF dans sa campagne sont de la même eau. Récemment encore, dans son quotidien, il s'indignait par exemple à l'idée qu'avec le traité de Maastricht la France perdrait toute initiative en matière de défense nationale, et qu'elle ne disposerait plus du "bouton nucléaire", c'est-à-dire de la prérogative dont dispose actuellement le président de la République d'appuyer sur le bouton qui déclencherait une attaque nucléaire. En admettant même que cela se réalise, en quoi le maintien de la situation actuelle est-il profitable à la classe ouvrière ?

Autre exemple : le PCF évoque l'image d'une Europe policière, valorisant, par opposition "notre" police nationale, la présentant même comme un service public. Les dockers de Dunkerque, militants CGT, amenés ces jours derniers menottes aux poings pour être incarcérés par les gendarmes, ont pu mesurer l'efficacité de ce service national-là.

C'est à croire, si l'on suit la logique développée par le PCF, que si le "oui" l'emporte, la classe ouvrière s'enfoncera, dans un mois, après le 20 septembre, dans un gouffre sans fond et sans retour.

Certes, cet avorton d'Europe que les bourgeois tentent laborieusement de mettre sur pied a pour objectif de les favoriser et pas de favoriser les travailleurs. Certains capitalistes en tireront avantage, d'autres risquent d'y perdre ou le craignent. Car, après comme avant Maastricht, la guerre économique que se livrent les industriels et les banquiers entre eux au sein même des douze pays de la CEE ne cessera pas. Elle continuera, avec des réglementations modifiées peut-être, mais aussi acharnée qu'auparavant.

Les travailleurs n'ont rien de bon à attendre de ces projets. C'est vrai. Mais croire que c'est de là que viendront tous leurs maux futurs serait une erreur. Penser que leur principal adversaire serait cette Europe des capitalistes, cela peut être une manière d'oublier les adversaires immédiats, ceux qui sont tout proches : les capitalistes qui sévissent ici, à l'intérieur de "nos" frontières, les exploiteurs et les licencieurs d'ici, en France. Pire même, ce serait croire qu'ils peuvent être dans le même camp que la classe ouvrière, et que les travailleurs auraient des intérêts en commun à défendre avec leurs patrons.

Ce référendum du 20 septembre est une mascarade électorale qui, quel qu'en soit le résultat, ne peut rien donner de favorable aux travailleurs. Mais le plus pernicieux serait de croire, et de faire croire, que son issue pourrait être un enjeu pour la classe ouvrière.

AFP

Manifestation de grévistes devant le palais de Justice de Dunkerque

SOLIDARITÉ AVEC LES DOCKERS EMPRISONNÉS

A Dunkerque, lundi 10 août, suite à la grève nationale organisée par la CGT, dans le cadre de l'application du nouveau statut des dockers, neuf ouvriers ont été interpellés pour *"dégradations de biens privés"*. Une semaine après la grève, cinq d'entre eux sont toujours incarcérés, tandis que les quatre autres sont placés sous contrôle judiciaire.

Bien décidé à faire avaler de gré ou de force le nouveau statut des dockers aux travailleurs des ports, statut signé le 18 juillet dernier, et qui, depuis octobre 1991, a entraîné 33 grèves nationales, le gouvernement a donc décidé d'employer la manière forte de l'intimidation pour venir à bout de la résistance des ouvriers qui continuent à exiger des garanties dans de nombreux ports comme à Dunkerque, Marseille ou St-Malo, puisque les modalités d'applications se négocient maintenant port par port.

Par le coup de force de Dunkerque, le gouvernement espère sans doute contraindre tous les autres dockers au silence et à la résignation, et leur faire accepter la nouvelle organisation du travail dans les ports quelles qu'en soient les conséquences, sans autres contestations.

Mais pour l'instant, c'est l'indignation qui prévaut. L'image des dockers amenés menottes aux poignets, comme des malfaiteurs, a choqué, non seulement les dockers, mais tous les travailleurs qui ont pu voir la chose à la télé.

Le gouvernement et le patronat des ports sont sans doute pressés d'en finir, mais les dockers rebelles, eux, ne sont pas prêts à s'incliner, même après un an de lutte. Même après menace, arrestation et incarcération de certains d'entre eux.

Pour l'instant, ils ont su répondre à la provocation. Le reste dépendra de leur détermination.

Patricia MULLAN

Marchais et l'abandon du centralisme démocratique

QUERELLES DE MOTS ET BAGARRES D'APPAREIL

Le voyage de Georges Marchais a suscité nombre de commentaires qui ne sont pas forcément faits pour déplaire au dirigeant du PCF qui, de toute évidence, a tout fait pour assurer une publicité maximum à sa tournée.

Les journalistes ont ironisé sur le fait que *"Marchais découvrait enfin l'Amérique"* – sous-entendu les vertus du capitalisme – en feignant d'y voir un geste politique appuyé. Comme si le PCF, et cela bien avant que Marchais en devienne le secrétaire général, n'avait pas pratiqué la collaboration loyale dans la gestion du capitalisme, y compris au niveau gouvernemental, quand l'occasion lui en fut donnée. Peut-être Marchais a-t-il voulu donner effectivement à ce voyage un caractère symbolique, mais il eut été plus correct de rappeler que de toute façon les autorités américaines refusaient jusqu'à présent le visa à tout ce qui, de près ou de loin, se revendiquait du communisme.

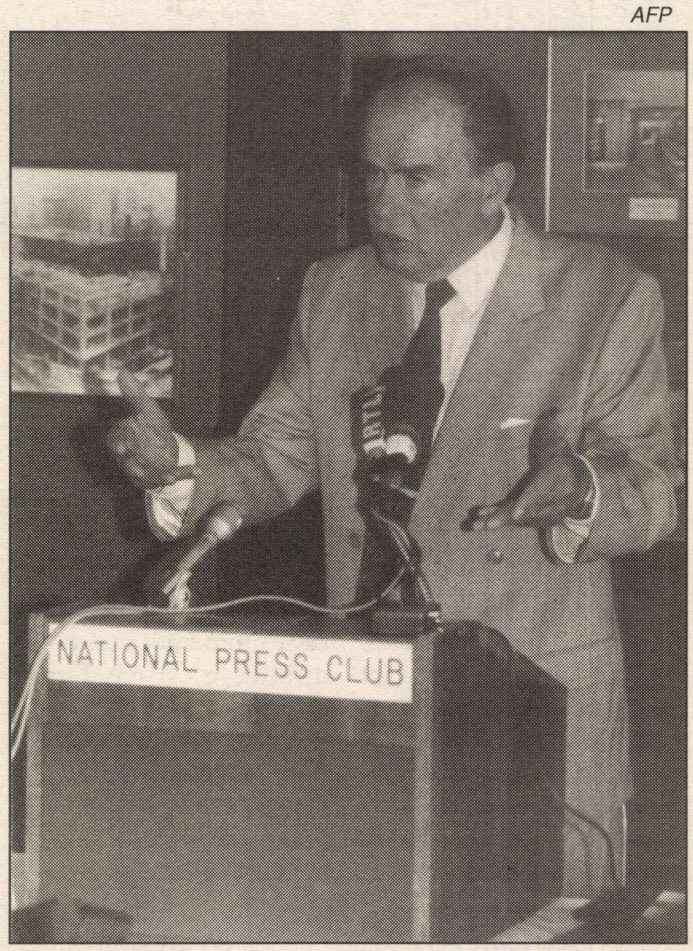
Autre fait qui a fait couler beaucoup d'encre : les déclarations de Marchais concernant le centralisme démocratique. *"Personnellement,* a-t-il dit, *je ne suis pas un attaché inconditionnel du centralisme démocratique. Dans les prochaines années, sans doute dans un délai assez rapproché, nous modifierons cette façon de voir les choses"*. En fin de compte rien de bien différent de ce qu'il déclare depuis un certain temps. D'autres dirigeants du PCF, et Marchais lui-même, citations à l'appui, se sont évertués à l'expliquer les jours suivants, dans les pages de l'*Humanité*. Les opposants au sein du PCF se sont de leur côté une nouvelle fois insurgés, selon un rituel bien rôdé. En fait il s'agit là encore d'une fausse discussion. Cette querelle de mots cache une autre discussion, bien politicienne.

Il y a bien longtemps que le PCF a abandonné de fait le centralisme démocratique, tel qu'il existait à l'origine, comme principe d'organisation et de fonctionnement d'un parti réellement révolutionnaire. Depuis que Staline et la bureaucratie stalinienne en ont fait en URSS et dans toute l'Internationale communiste le contraire de ce qu'il était dans le Parti Bolchevik de Lénine et de Trotsky, au sein duquel les débats vivants, passionnés parce que militants et révolutionnaires, étaient monnaie courante. La bureaucratie stalinienne en a fait un moyen d'appareil, servant de prétexte pour interdire tout débat au sein du parti, et ainsi toute possibilité pour une opposition de gauche de se constituer et de s'organiser.

Mais le débat actuel est bien plus déphasé encore. Car en fait, avec la crise ouverte que connaît le PCF depuis quelques années, l'appareil n'est plus en mesure, aujourd'hui, d'utiliser la référence au "centralisme démocratique" comme moyen de s'imposer. Les opposants à Marchais, Fiterman, Hermier, Herzog, membres de la plus haute instance du PCF, agissent, et discourent publiquement à leur guise, tout comme le font nombre de ses notables, députés, maires et autres élus. Et lorsqu'ils protestent contre les diktats de leur direction, on peut les taxer d'hypocrisie, tout autant que Marchais.

Mais c'est une attitude politique de la part de ces opposants. En se posant comme les pourfendeurs du

AFP



Marchais devant la presse américaine

centralisme démocratique, c'est, pour eux, une manière de s'afficher comme les meilleurs champions de la rupture avec des références à un lointain passé révolutionnaire – même si ces références sont devenues depuis longtemps formelles, et même si ces dirigeants en rupture de ban doivent leurs positions actuelles à des règles statutaires qu'ils vilipendent aujourd'hui.

Marchais et les siens ne sont d'ailleurs pas plus attachés à ces références. Le secrétaire général en titre l'a d'ailleurs dit, ou plutôt redit, lors de ce voyage : il n'est pas un inconditionnel de cette formule. Et on peut très bien le voir demain annoncer théâtralement qu'il l'abandonne, comme il le fit lorsque, en 1976, il informa tout le monde, et en premier lieu les membres de son parti, lors d'une émission télévisée, que le PCF jetait par dessus bord la référence à la dictature du prolétariat.

Aujourd'hui, en disant puis en se rétractant à moitié qu'il va rompre, "à Pâques ou à la Trinité", avec le centralisme démocratique, Marchais veut couper l'herbe sous les pieds de ses contestataires, en essayant d'éviter de se couper de la fraction de l'appareil et des militants qui l'appuient. Dans cette surenchère, qui ira le plus loin, et surtout qui en sera bénéficiaire pour sa carrière ? Bien malin qui peut le prédire.

Mais dans cette joute politicienne, dans cette bataille d'appareils, dans cette querelle de mots vidés de leur sens, les militants communistes ne peuvent trouver les réponses politiques qui les aident dans leur combat contre le patronat et contre le système capitaliste.

J.P. V.

AFP

Une des décharges impliquées dans le commerce...

Trafic de déchets hospitaliers

COMMENT FAIRE DE L'OR AVEC DES ORDURES

Avec l'interception, la semaine dernière, d'une dizaine de camions transportant des déchets hospitaliers, c'est en fait un trafic de grande ampleur qui a été mis à jour.

Une société, Concorde International, "importait" ces déchets d'Allemagne à raison d'une dizaine de camions par jour pendant un an ou deux. A leur arrivée, ils étaient répartis entre différentes sociétés de recyclage dont une, la Sodex, se contentait de les stocker dans une décharge clandestine à Neuilly-sur-Suize, en Haute-Marne. Dimanche dernier, le directeur de Concorde International, le gérant de la Sodex et le fils du propriétaire de la décharge ont été inculpés. Mais, comme le précise un magistrat, cela ne représente **"qu'une toute petite partie de l'iceberg"...** Il est fort probable que l'iceberg reste immergé, car, à vrai dire, ce n'est pas la première fois que le trafic des déchets, ménagers ou toxiques, vient sur le tapis. Certains ont feint de le découvrir, en se limitant d'ailleurs à montrer du doigt les Allemands, soupçonnés de vouloir préserver l'environnement... en Allemagne, en allant polluer ailleurs.

Le ministre de l'Environnement, Ségolène Royal, a même été, dans une de ses déclarations, jusqu'à rendre responsables... les écologistes allemands ! **"Trop intransigeants",** d'après elle - ce qui ne risque pas d'être son cas. Elle s'est quand même sentie obligée de proposer une mesure interdisant l'entrée de déchets en France. **"Que chacun garde ses déchets chez soi !",** pour résumer sa politique dans ce domaine. C'est, pour le moins, une conception assez limitée de l'écologie... Mais, de toute façon, il ne s'agit que d'une indignation de circonstance et de décisions pour la galerie, et sans lendemain.

En réalité, il existe un commerce de déchets, légal ou pas, comme de n'importe quelle marchandise. Et ce sont les lois du marché qui s'appliquent : les industriels, les villes, envoient leurs détritus là où le coût du traitement (recyclage, destruction ou tout simplement stockage n'importe où...) est le plus bas, et donc souvent là où la réglementation est la moins contraignante. Ainsi, la "poubelle" par excellence des pays industriels, France comprise, c'est d'abord le Tiers Monde. En avril dernier par exemple, l'organisation Greenpeace révélait qu'un cargo danois à destination de l'Egypte s'apprêtait à y transporter 150 tonnes de déchets spéciaux, essentiellement des piles et des transformateurs contenant du plomb. Et depuis l'effondrement de l'ancien bloc de l'Est, les pays de cette région de l'Europe, plus proches, sont devenus les destinations privilégiées des ordures des pays capitalistes développés. La France, en raison d'une législation aujourd'hui plus laxiste que celle de l'Allemagne ou de la Suisse est, elle aussi, un marché intéressant. Tout cela peut se résumer en peu de chiffres : en Allemagne, l'élimination d'une tonne de déchets coûte 140 marks, en France 30 marks, et en Roumanie moins encore... De quoi réaliser des affaires bien juteuses. Tout cela sent bien mauvais, mais il est bien connu que, pour les capitalistes, l'argent n'a pas d'odeur.

Jean PECHINET

Les contrats de qualification

UNE AUBAINE POUR LE PATRONAT

Le ministre du Travail, Martine Aubry, vient de prendre quelques mesures visant à mieux contrôler l'application des contrats de qualification. Le gouvernement feint de découvrir aujourd'hui que les patrons en profitent abusivement.

Les employeurs qui signent ces contrats de qualification destinés en principe à assurer la formation de jeunes non qualifiés, sont exonérés de charges patronales et profitent d'avantages financiers. Le système leur permet de plus de sous-payer la main-d'œuvre : suivant leur âge et l'ancienneté de leurs contrats, les jeunes peuvent être payés de 30 à 75 % du SMIC, ou selon l'emploi à 80 % de la rémunération minimum conventionnelle.

Le gouvernement s'étonne qu'avec des conditions si avantageuses, les patrons ne se sentent ni responsables de la formation des jeunes, ni intéressés à transformer ces contrats en embauches définitives. C'est ce que révèle une récente étude du CEREQ (Centre d'Etudes et de Recherche sur les Qualifications) : les jeunes sélectionnés sont d'une part de moins en moins jeunes et d'autre part de plus en plus qualifiés. En 1990, 33 % de ces contrats de qualification revenaient à des jeunes ayant le baccalauréat ou plus. Aussi, dans plus de 61 % des cas, ces contrats remplacent ce qui aurait été des embauches. Bilan, les patrons exonérés de charges patronales profitent des jeunes sous-payés, et cela ne crée pas un seul emploi de plus...

Jeux Olympiques

APRÈS LE SPECTACLE LE REVERS DE LA MÉDAILLE

Les Jeux Olympiques, on le savait, ont coûté beaucoup d'argent. Le montant des investissements qui ont permis à Barcelone d'accueillir la "super-production" sportive, médiatique et surtout affairiste, est maintenant connu : 7,5 milliards de dollars, d'après le bilan du Comité organisateur des Jeux. Plus d'un industriel, promoteur et entrepreneur du bâtiment, y a trouvé son compte. Mais la dette publique de la ville de Barcelone s'est du coup considérablement accrue : d'après le maire, elle aurait augmenté d'un milliard de dollars, se montant maintenant à 2,5 milliards de dollars, soit 15 milliards de francs. Mais, d'après l'opposition, il faudrait compter un milliard de plus...

Malgré ces chiffres astronomiques, le maire de Barcelone a affirmé qu'il n'y aurait pas d'"impôt olympique" en 1993 (il n'a rien dit pour les années suivantes...). Mais, en revanche, une politique de restrictions budgétaires est d'ores et déjà à l'étude. Ce qui, en définitive, revient strictement au même. La population de Barcelone, celle qui n'a pas bénéficié des retombées avantageuses de ces J.O,. va devoir payer la note pendant de nombreuses années...

L'essentiel est de participer, disait un certain baron de Coubertin. La majorité des Barcelonais pauvres et sans doute des Espagnols va effectivement participer, à son corps défendant, et pour longtemps.

Somalie

UN QUART DE LA POPULATION CONDAMNÉE À MOURIR

Duclos/Gamma

Les grandes puissances se bousculent moins aujourd'hui pour secourir la population qu'hier pour contrôler un comptoir colonial.

Dix-huit millions d'Africains sont menacés de famine d'après les expérts de la FAO (Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture) et du PAM (Programme alimentaire mondial de l'ONU), mais pour les pays comme le Soudan, l'Erythrée et la Somalie la situation est encore plus dramatique.

A Mogadiscio, la capitale somalienne, deux mille personnes succombent chaque jour. La télévision nous a montré, à l'occasion de la visite de Bernard Kouchner, les images de cette agonie : des enfants squelettiques n'ont plus la force de prendre la nourriture que leur mère a difficilement obtenue auprès des secours organisés par les ONG (organisations non gouvernementales).

Le 27 juillet dernier, le Conseil de sécurité de l'ONU prévoyait l'envoi d'une "aide alimentaire massive", mais les Somaliens et les Soudanais du sud fuient toujours des campagnes vers les villes, ou même s'exilent au Kenya voisin, à la recherche d'une nourriture qui ne vient pas. Les 4 et 5 août, le ministre français de la Santé et de l'Action humanitaire, le très médiatique Bernard Kouchner, se rendait à Mogadiscio et à Baidoa, une petite ville du centre de la Somalie, où affluent tous ceux qui ont encore quelques forces. Ce voyage, avant tout symbolique, pour ne pas dire publicitaire, avait pour but, paraît-il, d'alerter et de faire accélérer l'action humanitaire. Mais pendant la visite de Kouchner la France n'envoyait qu'un navire et un avion Hercule qui acheminaient 4000 tonnes de céréales. Or ce sont 40 000 à 50 000 tonnes de céréales qui sont immédiatement nécessaires chaque mois pour arracher la population somalienne à la mort !

Le 14 août, soit plus de trois semaines après la décision de l'ONU, les Etats-Unis réclamaient l'organisation d'une "Conférence des donateurs" avec la participation des chefs militaires des diverses factions somaliennes pour commencer à livrer une aide alimentaire car si l'aide nécessaire pour sauver des vies humaines tarde tant, ce ne serait pas de la mauvaise volonté ou de l'indifférence de la part des nations riches, ce serait à cause des guerres civiles qui ensanglantent le Sud du Soudan comme la Somalie, nous dit-on ! Ainsi, les dirigeants du monde capitaliste qui savent dépêcher plusieurs centaines de milliers de marines ou de soldats au Koweït en quelques jours, organiser des raids surprise sur la Libye, seraient freinés dans l'organisation de leur action humanitaire par des petits dictateurs ou des factions rivales en Afrique ? Les secours, déjà peu nombreux, et assurés par des associations caritatives, sont la proie des pillards armés, c'est vrai. Mais les puissances capitalistes seraient-elles donc frappées d'impuissance, incapables d'acheminer des sacs de céréales en n'importe quel point de l'Afrique ? Allons donc !

Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, malgré sa surenchère de circonstance, prennent prétexte de la désorganisation -réelle- de ce pays pour justifier leur position dilatoire. Il faudrait que les différentes factions - de véritables bandes - se mettent d'accord pour que règne un peu d'ordre ! Arguties hypocrites. Car si aujourd' hui, dans cette région d'Afrique, comme dans la plupart des autres de ce continent, règne une désorganisation quasi-générale, c'est une part de l'héritage du passé colonial. Pendant près d'un siècle en effet, la France, l'Angleterre, l'Italie se sont partagé le protectorat de ce pays, avantageusement situé sur la route commerciale vers l'Orient. Durant cette période, la Somalie n'a constitué qu'un simple comptoir commercial, et une base stratégique pour les puissances économiques dominantes. Leur souci n'était pas d'y développer quoi que ce soit au profit de la population. Aujourd'hui, les intérêts des puissances capitalistes prennent d'autres voies...et elles n'ont que faire de s'occuper de ce pays, encore moins des gens qui y vivent - qui y meurent surtout-puisqu'on prévoit que le quart de la population est menacée de mourir de faim.

Patricia MULLAN

Afghanistan

LES NATIONALISMES S'AFFRONTENT

Une bataille a opposé pendant 3 jours, du 10 au 12 août 1992, des factions rivales dans la capitale Kaboul. Des bombardements d'artillerie ont ravagé des quartiers entiers. Lundi 10 août, 600 roquettes sont tombées en une heure sur la ville. Des milliers d'habitants se sont enfuis et ont rejoint les 3 millions de réfugiés afghans. Des centaines de morts et des milliers de blessés sont venus s'ajouter au million de morts de cette guerre qui dure depuis 1979.

La guerre semblait s'être achevée en avril dernier quand le gouvernement de Najibullah, qui avait été mis en place par les Soviétiques, s'était effondré. La guérilla victorieuse était composée d'une multitude de groupes rivaux et recrutant sur une base religieuse ou ethnique. Ces bandes, qui ont été longtemps armées par les USA, s'affrontent aujourd'hui pour le contrôle du pays et de sa capitale.

C'est une coalition des "nationalités du Nord du pays" qui se trouve au pouvoir à Kaboul. Cette alliance est composée de représentants ouzbeks qui soutenaient les Soviétiques auparavant et de représentants tadjiks qui les combattaient. Elle est commandée par le tadjik Massoud. Face à eux se trouve le camp de Hekmatyar qui regroupe des Pashtouns (nationalité du sud du pays formant 40 % de sa population) : aussi bien des anciens guérilléros anti-soviétiques que des officiers de l'ancienne armée pro-soviétique. Sans compter les Afghans de religion musulmane chiite qui habitent le centre du pays et ne se reconnaissent dans aucun de ces deux camps d'obédience sunnite.

Une première épreuve de force avait opposé les forces de Massoud à celles d'Hekmatyar en avril au moment de la chute de Najibullah. L'avantage était revenu à Massoud qui contrôle depuis la majeure partie de Kaboul et donc le gouvernement dont il est le ministre de la Défense. Mais Hekmatyar avait maintenu des positions dans la partie sud de la capitale.

C'est donc la deuxième bataille pour le contrôle de Kaboul qui vient de faire rage, en l'espace de quelques mois. Cette fois encore c'est la coalition de Massoud qui semble sortir victorieuse. Mais rien n'empêchera à l'avenir ces deux cliques nationalistes de se déchirer à nouveau pour garder le pouvoir ou le conquérir. Le seul réel perdant est le peuple afghan, otage de ces courants réactionnaires, et qui paye très cher en vies humaines chaque poussée d'ambition de tel ou tel chef nationaliste.

Lucien DETROIT

LA YOUGOSLAVIE DÉCHIRÉE

La Yougoslavie est aujourd'hui déchirée par la guerre que se livrent des factions militaires qui prétendent toutes représenter le droit de leur peuple sans toutefois l'avoir vraiment consulté sur l'opportunité de faire la guerre.

Bien sûr, on peut dire que le régime titiste masquait les contradictions ethniques sous le poids de la dictature et privilégiait les Serbes. Mais ce n'est pas si vrai. D'abord parce que ces peuples se sont unis volontairement, les armes à la main, lors de la Deuxième Guerre mondiale, au point que la Yougoslavie a été le seul pays occupé à avoir rejeté l'occupation allemande par ses propres moyens.

De plus, le régime titiste a longtemps passé pour être un des régimes les plus libéraux de l'Europe de l'Est, d'autant qu'il avait rompu avec Staline dès 1948 et qu'il avait su et pu résister à sa pression bien que l'URSS et ses alliés aient tout fait pour étrangler le régime sans parvenir justement à s'appuyer sur ces différences ethniques.

Si aujourd'hui la guerre civile a éclaté, c'est évidemment parce qu'on s'est éloigné de cette période, mais c'est aussi parce que les courants de droite se sont renforcés, là-bas comme partout dans le monde, et ont noyé les problèmes économiques dans les revendications nationales.

Dire à la population croate qu'elle est exploitée par les Serbes, ou à la population serbe que les Croates veulent lui prendre ce qu'elle possède, les détourne des véritables responsables, qui sont justement ceux qui s'appuient sur une fraction ethnique contre une autre.

Lorsqu'il est question, dans la république de Bosnie-Herzégovine, de "purification ethnique", où il s'agirait de faire partir par la violence ou l'intimidation tous ceux qui ne sont pas Serbes, cela évoque de bien mauvais souvenirs.

La principale responsabilité du conflit semble donc reposer sur l'ex-gouvernement central et son armée à majorité serbe, qui s'opposent à l'indépendance des autres républiques.

Cela dit, d'autres responsabilités existent. Les rapports ne sont pas simples entre Croates et Musulmans, pourtant alliés militairement contre les Serbes. Et il y a fort à craindre qu'un autre conflit surgisse entre ces deux ethnies.

Nous autres, travailleurs en France, quelle que soit notre nationalité, nous devons admettre le droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes, mais nous devons aussi comprendre que les dirigeants nationalistes qui s'affrontent en Yougoslavie sont des réactionnaires. Et nous ne devons pas nous laisser prendre aux déclarations de Mitterrand, même relayées par Kouchner, plus ou moins favorables à une intervention militaire, car ce n'est qu'hypocrisie.

S'opposer au droit des peuples, comme le font les Serbes, qu'a fait d'autre, en Algérie, la France qui se pose aujourd'hui en championne de la démocratie ?

La purification ethnique, n'est-ce pas, avec un autre nom, ce que font les Israéliens envers les Palestiniens ? N'est ce pas la même chose que propose Le Pen en revendiquant la France aux Français ?

S'il y avait une intervention militaire de la France ou de l'OTAN en Yougoslavie, qui peut vraiment croire qu'elle n'aurait qu'un but humanitaire, qu'elle ne choisirait pas entre les différentes factions et qu'elle ne soutiendrait pas des régimes réactionnaires, tout comme la France l'a fait au Tchad ou le fait encore dans d'autres pays africains. Dans le meilleur des cas, il s'agirait de réhausser la cote de Mitterrand, exactement comme il est question que les USA bombardent à nouveau l'Irak en tuant des populations civiles, simplement pour renforcer la situation électorale de Georges Bush.

Nous n'avons pas, nous travailleurs d'ici, à souhaiter une intervention militaire des grandes puissances en Yougoslavie. Les peuples de Yougoslavie ne seraient pas libérés par une telle intervention. Ils ne pourraient se libérer que sur un terrain de classe : en luttant sans doute pour leur indépendance, mais en luttant en même temps pour s'affranchir des oppresseurs de leur propre nationalité.

Editorial des bulletins d' entreprise du 17 août 1992

UNE INTERVENTION MILI
NE POURRAIT QU'ACCROÎ

Intervenir ou ne pas intervenir militairement en Yougoslavie ? Voilà la question qui agite les castes politiques des puissances impérialistes.

Il faut faire la part de la démagogie dans ces débats entre les dirigeants du monde impérialiste qui font mine de s'émouvoir des souffrances des civils innocents de Sarajevo arrosé de roquettes, alors qu'il y a quelques mois seulement ils étaient en train de noyer sous un déluge de bombes les habitants tout aussi civils et tout aussi innocents de Bagdad. Agiter l'idée d'une intervention militaire pour séparer des peuples qui se battent peut apparaître aux yeux des plus naïfs comme le comble de l'humanisme, même si ceux qui le font comme un Chirac ou un Fabius ici en France, ou un Clinton aux Etats-Unis, visent simplement à améliorer leur image politique ou leur situation électorale, et même si leurs déclarations interventionnistes ne signifient pas nécessairement qu'ils sont décidés à intervenir. D'autant moins que ceux qui s'agitent le plus sur ce terrain ne sont pas ceux qui décident.

Ceux qui décident, justement, dans le monde impérialiste, sont pour l'instant bien plus prudents. Pas parce qu'en Yougoslavie, contrairement au Koweït, il n'y a pas de pétrole, ni d'intérêts économiques majeurs. Il n'y avait pas , non plus, de pétrole au Vietnam. Les puissances impérialistes savent mener des guerres pour des raisons politiques.

Mais ils savent aussi quel en serait le prix dans le cas de la Yougoslavie. Les militaires, moins portés en l'occurrence sur la démagogie électorale ou pré-électorale que les politiques, rappellent qu'avec 500 000 hommes, Hitler n'a jamais réussi à contrôler la Yougoslavie - au contraire, c'est lui qui a dû plier bagage. Et surtout, une intervention militaire, pour quoi faire ? Pour désamorcer un conflit sanglant, gênant en lui-même, même du point de vue de l'ordre impérialiste, et menaçant pour la stabilité de toute

Massacres ethniques, "purifi

LA LOGIQUE NA
POUSSÉE JUSQU

Nombre de travailleurs sont déconcertés par ce qui se passe en Yougoslavie et choqués par les horreurs des massacres mutuels, par les exils massifs et forcés de populations, par les camps.

A la différence d'un certain nombre de pays d'Europe occidentale dont la France, la Yougoslavie est composée de plusieurs ethnies différentes. Mais justement, ces ethnies ont coexisté au cours des quarante dernières années. Se contenter seulement d'invoquer le caractère dictatorial du régime de Tito pour affirmer que les antagonismes ethniques existaient, mais étaient seulement dissimulés, est insuffisant et est déjà une explication orientée pour dissimuler les véritables responsabilités politiques. D'abord parce que la dictature de Tito n'était pas la plus féroce, ni dans le monde, ni dans les pays de l'Est (la gauche socialisante en France, grand pourfendeur aujourd'hui du régime titiste, voire quelques-uns dans l'extrême-gauche, n'étaient pas loin de présenter dans les années cinquante le régime de Tito, avec son autogestion, sa structure fédérale, comme un modèle de socialisme démocratique). Et surtout, les oppositions ethniques, si elles avaient été graves, auraient constitué les lignes de moindre résistance où le régime titiste aurait pu se briser. D'autant qu'après la rupture soviéto-yougoslave en 1948, Staline, directement ou par l'intermédiaire de ses sous-fifres de Bulgarie, d'Albanie ou de Hongrie, a tenté, sans succès mais par tous les moyens, d'utiliser cette ligne de fracture possible.

Le régime titiste a été ce qu'il a été : sûrement pas une démocratie et encore moins un régime socialiste. Mais il a été le seul régime dans les Balkans qui n'a pas été imposé de l'extérieur, ni par les armées d'occupation soviétique (les ex-Démocraties Populaires), ni par les armées de l'occident impérialiste (en Grèce). La cohabitation entre les différents peuples n'a pas été imposée de l'extérieur non plus, ni d'en haut. Au contraire, c'est en menant le combat au nom de la coexistence des peuples dans un ensemble fédéral et en opposition, sur le terrain, avec les bandes armées nationalistes, notamment croates ou serbes, que Tito s'est d'abord imposé parmi les différents courants de la résistance anti-allemande, malgré l'hostilité des puissances alliées et les réticences de Staline. C'est encore avec cette politique-là qu'elle a résisté aux pressions ultérieures de la bureaucratie soviétique.

C'est dire que les hostilités nationales ne sont pas inscrites dans les chromosomes respectifs des Serbes, des Croates ou des Bosniaques – ni même dans leurs histoires respectives divergeantes et souvent conflictuelles. La montée actuelle des hostilités sanglantes résulte d'une politique sciemment menée par des cliques politiques rivales pour le pouvoir sur l'ensemble ou sur une partie de la Yougoslavie. Pour ces cliques, le nationalisme n'est nullement l'expression de l'aspiration légitime de leur peuple à ne pas être opprimé ou méprisé nationalement, même là où cette aspiration a des fondements. Il est un moyen pour s'emparer du pouvoir et pour forcer leur propre peuple à rester soudé autour d'eux. Un moyen qui leur est offert par la poussée réactionnaire internationale qui se manifeste sous cette forme-là, partout où le pouvoir est affaibli, fait l'objet de rivalité entre clans politiques, de l'ex-URSS à la Tchécoslovaquie sans parler des régions du monde, comme l'Afrique, où la chose n'est pas nouvelle.

A sa façon, le régime de Tito a montré, concrètement, la viabilité d'une politique de coexistence entre les différents peuples (sans pour autant idéaliser la politique de Tito même sur cette question, car le caractère oppressif du régime ne pouvait pas ne pas se manifester, aussi, dans une certaine mesure, dans le domaine des relations entre peuples). En outre, les peuples non slaves de la Yougoslavie, notamment les Albanais, ont toujours subi une oppression nationale plus ou moins forte.

C'est un problème politique plus qu'un problème juridique. Certes, juridiquement, la Yougoslavie était une fédération, composée de six Républiques, dont l'une, la Serbie, incluait sur son territoire deux régions autonomes. Mais c'est un tour de passe-passe intéressé que de présenter aujourd'hui ces Républiques (la Croatie, la Serbie, la Slovénie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, la Macé-

TAIRE DES PUISSANCES IMPÉRIALISTES RE L'OPPRESSION DE TOUS LES PEUPLES

cette région de l'Europe ? Oui, mais comment ?

Contrairement à leurs déclarations démagogiques, les dirigeants des puissances impérialistes savent que la situation dans l'ex-Yougoslavie, avec ses peuples entremêlés, est devenue inextricable, depuis que leurs dirigeants nationalistes dressent ces peuples les uns contre les autres. Une intervention armée extérieure, à supposer qu'elle soit victorieuse, ne pourrait sortir l'ex-Yougoslavie du bourbier dans lequel l'a enfoncée la politique des bandes nationalistes armées hors de l'une ou de l'autre de deux politiques fondamentalement opposées.

Ou bien débarrasser radicalement le pays de toutes les cliques réactionnaires qui s'en disputent la direction, de ses bandes armées militaires opposées, de ses milices "privées" comme de ses armées, celle anciennement yougoslave et celles nouvellement nationales. Cela signifierait par la même occasion favoriser la création d'un régime suffisamment démocratique pour que les peuples puissent coexister et se mélanger sans qu'aucun ait à craindre d'être opprimé par un autre. Mais si les dirigeants des puissances impérialistes voulaient et pouvaient mettre leurs armées au service d'une telle politique, ça se saurait ! Les Etats-Unis auraient par exemple pu l'appliquer pour commencer là où cela semble plus facile, tout à côté de chez eux, dans cette Haïti où quelques milliers de brigands armés font vivre tout un peuple dans la terreur.

L'autre politique "réaliste" pour "résoudre" le problème posé par les populations entremêlées est celle que mènent les cliques nationalistes elles-mêmes, avec des degrés divers dans la férocité : créer des Etats nationaux homogènes, en chassant de partout les minorités, visant à transformer les conflits entre bandes armées prétendant défendre "leur" communauté en conflits entre Etats prétendant représenter un seul peuple. Avec pour arrière-pensée qu'il est plus facile de stabiliser des Etats, même armés jusqu'aux dents les uns contre les autres, mais capables de tenir leurs peuples que de stabiliser des bandes armées incontrôlables.

Il n'est pas dit que les puissances impérialistes soient résolues à intervenir militairement au-delà de quelques gestes démagogiques. Mais si elles se résolvaient à intervenir, ce ne serait pas mieux pour les peuples concernés, mais pire, car les puissances impérialistes chercheraient nécessairement à consolider les cliques nationalistes et pas à les briser. Elles ne résoudraient pas les craintes ou les haines nationales suscitées, renforcées, utilisées par les cliques nationalistes rivales, elles les aggraveraient au contraire, en choisissant d'appuyer une clique contre une autre, la clique croate par exemple contre la clique serbe comme il semble se dessiner de l'orientation actuelle des hommes politiques et des médias dans tout l'Occident impérialiste.

Dans les choix des cliques, les partenaires pourraient même changer sans que change le contenu de la politique. Un changement de régime à Belgrade pourrait par exemple modifier les choix, voire diviser les puissances impérialistes entre elles dans le choix de ceux qu'elles soutiennent. On a vu l'amorce d'une telle possibilité au début de l'aggravation des conflits entre cliques nationalistes yougoslaves, où l'Allemagne a tout de suite pris fait et cause pour les dirigeants croates, alors que la France avait un certain penchant pour ceux de la Serbie. Dans tous les cas, l'intervention militaire des puissances occidentales du côté de quelque coterie nationaliste dirigeante que ce soit, ne pourra que justifier, aggraver le nationalisme de cette coterie et faire que, symétriquement, le peuple de la coterie victime se ressoude autour de ses dirigeants.

Les puissances impérialistes n'interviennent nulle part pour défendre la démocratie, ni le droit des peuples.

Le Koweït a été "libéré" de l'occupation de Saddam Hussein, mais pas de la dictature de son propre émir qui doit son trône précisément à cette intervention.

Voilà pourquoi les travailleurs ne doivent souhaiter aucune forme d'intervention militaire en Yougoslavie de la part des grandes puissances impérialistes - et en particulier, de la leur. Voilà pourquoi ils doivent rejeter les cliquetis d'armes, même lorsqu'ils sont présentés comme destinés à soutenir une intervention humanitaire. Car à l'intérieur des puissances impérialistes cela ne fait que renforcer l'idée d'interventions impérialistes légitimes, à justifier par avance les expéditions guerrières de demain, peut-être en Yougoslavie, mais plus probablement ailleurs, au Tchad, au Mali ou au Congo. Et une telle intervention ne libérera nullement les peuples de l'ex-Yougoslavie, ni de l'oppression, ni de leurs dirigeants, ni même de la guerre.

Il n'y a pas de moindre mal pour les travailleurs, surtout pas venant de l'impérialisme. Les travailleurs de l'ex-Yougoslavie ne se battront efficacement, même pour leurs libertés démocratiques et nationales, que sur le terrain de classe, c'est-à-dire en refusant de séparer la lutte contre les oppresseurs d'une autre nationalité de la lutte contre les oppresseurs de leur propre nation.

Georges KALDY

tion nationale", camps d'internement

IONALISTE 'AU BOUT

doine), naguère composantes d'un ensemble fédéral plus vaste, comme des entités distinctes, que seule la force d'un Etat central oppressif maintenait ensemble.

C'est un tour de passe-passe encore plus grossier que d'assimiler le droit des peuples croate, bosniaque etc. à disposer d'eux-mêmes, avec celui de l'indépendance de la Croatie, de la Bosnie etc. Les deux notions ne sont pas identiques. Ce qui se passe actuellement montre même qu'elles s'excluent. Etant donné la dispersion des différents peuples entre plusieurs Républiques, étant donné aussi leur mélange à l'intérieur de chacune d'elles, l'existence d'Etats nationaux indépendants et hostiles les uns aux autres n'offre pas une protection plus grande mais moindre aux peuples, en particulier à ceux qui sont numériquement moins nombreux. Mais ce n'est nullement le problème des dirigeants nationalistes.

La petite Slovénie ethniquement relativement homogène mise à part, toutes les Républiques de l'ex-Yougoslavie sont elles-mêmes multinationales. Les principales ethnies majoritaires dans leur République respective constituent des minorités, parfois importantes, dans d'autres Républiques. Ce qui posait, évidemment, moins de problèmes dans le cadre d'une entité fédérale que dans le cadre d'Etats non seulement séparés, mais hostiles les uns aux autres. Les Serbes ne constituent par exemple qu'environ 60% de la population dans leur propre République – si on tient compte des deux régions autonomes du Kossovo et de Voïvodine – mais ils représentent en même temps 31% de la population de la Bosnie-Herzégovine, 12% de celle de la Croatie, 9% de celle du Monténégro. La Croatie n'est pas habitée que par des Croates – ils représentent 77% de la population de cette République – mais en revanche, plusieurs centaines de milliers de Croates vivent dispersés entre la Serbie, la Slovénie et surtout la Bosnie-Herzégovine. Dans cette dernière République, aucune ethnie n'a la majorité absolue : si ceux qu'on appelle les "musulmans" – sans qu'ils pratiquent forcément cette religion – constituent la majorité relative avec 43% de la population, ils sont talonnés par les Serbes (31%) sans parler des Croates (17%).

Il y a d'importantes zones à population majoritairement serbe en Croatie, comme il y a des zones majoritairement musulmanes en Serbie. Et il y a surtout des mélanges inextricables de populations dans les grandes villes – quatre cent mille Serbes par exemple dans les grandes villes de la Croatie – qui y ont eu durant les décennies récentes une vie commune, où les différences, pour autant qu'elles aient été ressenties, avaient tendance à s'amenuiser, sans même parler des enfants de ces couples mixtes qui refusaient de décliner une autre nationalité que Yougoslave, jusqu'à tant que la terreur des bandes nationalistes leur en impose une de force.

Voilà pourquoi la politique des cliques réactionnaires, qui pour garder le pouvoir ou pour le conquérir, cultivent et imposent le nationalisme, la xénophobie, est criminelle. Car dans le contexte de mélange de populations, cette politique, une fois attisée par des minorités, ne peut pas rester au niveau des fanfaronnades réactionnaires mais surtout verbales d'un Le Pen. Et poussée jusqu'au bout, cette politique implique nécessairement une des formes des plus stériles en même temps que des plus abjectes des guerres, la guerre ethnique. Elle aboutit nécessairement à cette "purification ethnique", dont les médias orientés d'ici attribuent l'exclusivité aux seuls Serbes, alors que la chose sinon le mot est largement partagée dans toutes les Républiques par les cliques nationalistes qui dirigent.

En chassant les habitants musulmans des villages bosniaques par la terreur afin de créer des zones purement serbes, les bandes nationalistes serbes, soutenues par l'appareil militaire ex-yougoslave devenu de plus en plus un instrument serbe, assument une responsabilité écrasante dans l'aggravation des conflits nationaux. Mais si la Croatie sait soigner davantage ses relations publiques à l'extérieur, ses dirigeants nationalistes mènent une politique semblable visant à rendre la vie invivable pour l'importante minorité serbe et même pour ceux qui se veulent Yougoslaves. Les minorités, serbes notamment, même celles qui habitent depuis longtemps dans les territoires appartenant désormais à la République croate, n'ont pas automatiquement la citoyenneté et sont donc considérées comme étrangères dans leur propre pays. Et s'il y a des camps et des prisonniers bosniaques ou croates dans les territoires contrôlés par les Serbes, il y a des prisonniers serbes et des camps pour les garder en Croatie et en Bosnie. Et puis, si les Croates et les Bosniaques sont alliés contre les Serbes, les dirigeants croates ne cachent pas qu'ils sont prêts à s'entendre avec les Serbes pour dépecer la Bosnie.

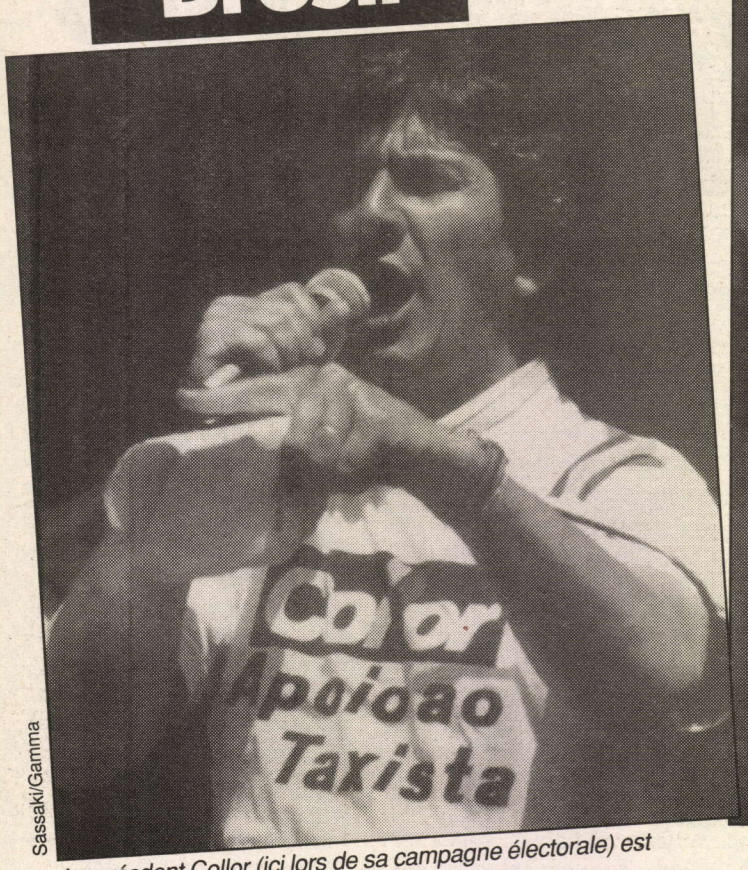
La politique des cliques nationalistes qui se disputent l'ex-Yougoslavie ne réserve d'autres perspectives pour les peuples de ce pays que guerres et oppression. Pas même l'accomplissement du droit de chaque peuple à disposer de lui-même. L'indépendance de "sa" République que chaque clique nationaliste a agitée pour parvenir ou pour se maintenir au pouvoir a aggravé le sort de la fraction de leur ethnie qui se trouve en minorité dans la République d'à côté, et attisé, en réponse, la haine nationale non pas contre les seuls dirigeants oppresseurs de la République d'à côté, mais contre le peuple de cette dernière. Tout cela a justifié l'évolution galopante des régimes de chacune de ces Républiques vers la dictature. Un peuple qui en opprime un autre finit inévitablement par être opprimé lui-même. Aucune des Républiques indépendantes issues de l'ancienne Yougoslavie n'est basée sur la libération des peuples mais toutes sur l'oppression de leurs minorités. La politique des cliques nationalistes se pare du droit de leur peuple à disposer de lui-même. Mais elle est menée, en réalité, pour assurer le droit de ces cliques nationalistes à disposer d'un territoire à elles.

Même sur le plan de la dignité nationale, ces dirigeants qui mobilisent des historiens stipendiés pour fabriquer, chacun à "sa" nation, une grandeur passée histoire de faire espérer une grandeur future, enferment leurs peuples dans des entités minuscules entourées d'un voisinage hostile, démolissent leur économie et les réduisent à mendier des soutiens auprès des puissances impérialistes.

Le droit de chaque peuple à disposer de lui-même est un droit intangible. Mais ceux qui prétendent se battre pour la liberté de leur seul peuple, sans les autres, et pire encore, contre les autres, ne peuvent qu'aggraver l'oppression pour les uns et pour les autres. Ce qu'est devenue la Yougoslavie montre que le droit légitime de chaque peuple à ne pas être opprimé par un autre ne peut être assuré que par une politique qui combatte le nationalisme, et les dirigeants nationalistes et d'abord ceux de sa propre nation.

Georges KALDY

Brésil



Sassaki/Gamma

Le présdent Collor (ici lors de sa campagne électorale) est devenu impopulaire pour cause de corruption...

Chiasson/Gamma

...et surtout parce que sa politique d'austérité augmente la pauvreté.

L'USURE RAPIDE DU POUVOIR

Le président du Brésil, Fernando Collor de Mello, élu en 1990, et présenté alors comme le champion de la lutte contre l'inflation, l'homme du respect des engagements vis-à-vis du FMI et l'ennemi des gaspillages publics a toutes les chances sauf des retournements toujours possibles de voir son mandat abrégé.
Cela faisait des mois que ses opposants dénonçaient la corruption du chef de l'Etat et de son équipe, et il semble aujourd'hui que tous les courants de ce beau monde politique brésilien amplifient leurs campagnes réclamant la destitution de Collor. C'est ainsi que lors du week-end des 15 et 16 août on a pu voir, au moins dans certaines grandes villes, des dirigeants de l'opposition demander à leurs partisans de descendre dans la rue avec des drapeaux de deuil pour tourner en dérision l'appel que Collor avait lancé à tous ceux qui voudraient bien lui montrer un soutien en arborant des drapeaux aux couleurs du Brésil.
Et tout laisse à penser que, dans quelques jours, les résultats de la commission d'enquête sur la corruption ne calmeront pas le jeu ; et cela d'autant plus que des échéances électorales approchent, en particulier celles que constituent les élections municipales qui sont dans les très grandes villes un enjeu de taille pour les partis.

Bien sûr, cet homme de droite qu'est Collor et son entourage méritent certainement les accusations de corruption qu'on leur adresse. Il n'y a d'ailleurs rien d'étonnant à ce que les campagnes politiques du président aient été financées (comme toutes les autres d'ailleurs) par des magnats de la finance du régime. Pas plus qu'il n'est étonnant que le président et son entourage aient largement puisé dans les caisses de l'Etat et se soient largement servis dans les montages financiers liés aux opérations de privatisation imposées par le FMI. Toutes les mafias qui constituent la classe politique brésilienne - celle qui a tenu le haut du pavé sous la dictature des décennies passées, comme celles que les jeux du parlementarisme font se succéder au pouvoir - ont non seulement partie liée avec le monde de la finance, mais elles vivent de trafics, d'opérations financières licites et illicites incessantes entre les caisses de l'Etat et celles des capitalistes privés sur un fond de spéculation fiévreuse et incessante.

Et périodiquement, des dirigeants politiques en mal de popularité peuvent bien promettre la fin de la corruption ou la fin de l'inflation, leur propagande peut servir tout au plus à donner un exutoire provisoire au mécontentement des classes populaires qui n'en finissent pas de payer la note de l'inflation, de la corruption et du système fou qui les engendre.

Si en quelques mois Collor a perdu tout le crédit que lui avaient valu dans un premier temps les apparents succès de son plan contre l'inflation, ce n'est pas seulement à cause de la corruption. C'est parce que les autorités internationales du FMI se font toujours plus exigeantes tandis que les dirigeants du Brésil, même les plus serviles, n'arrivent pas à tenir leurs engagements vis-à-vis d'elles. Collor a bien vendu au privé quelques biens étatiques, renflouant ainsi les caisses de l'Etat, il a bien stabilisé quelque temps l'inflation. Grâce à la complaisance des dirigeants syndicaux - dont ceux de la CUT qui, il y a quelques années, se voulait pourtant combative - Collor a même obtenu un feu vert de gauche pour différer les réajustements salariaux liés à l'inflation, mais tout cela n'a rien résolu. Et bien sûr le régime s'est usé à cette politique, comme s'était usé celui de ses prédécesseurs.

Les classes dirigeantes de ce pays ont besoin d'hommes et en même temps qu'elles, les créanciers de ce pays peuvent aujourd'hui préférer mettre en avant des politiciens qui sauront faire figure, un temps au moins, d'hommes neufs et susciter quelques illusions parmi les classes les plus pauvres dont tous les possédants brésiliens redoutent les coups de colère.

Les candidats au pouvoir sont nombreux, les réformes parlementaires leur ont donné le temps et l'occasion de se parer pour certains d'un visage de droite, pour d'autres d'un visage de gauche. Et l'un des problèmes des classes pauvres de cet immense pays est bien que si elles ont vu fleurir à la faveur du parlementarisme renaissant nombre de vendeurs d'illusions, elles n'ont pas engendré, même quand elles ont mené des luttes sociales ou politiques, de forces politiques qui représentent leurs intérêts.

Henriette MAUTHEY

Ex-URSS

LES TROUPES GÉORGIENNES EN ABKHAZIE

Chevernadze qui, depuis le renversement du dictateur Gamzakourdia, dirige la Géorgie, vient d'envoyer des troupes en Abkhazie, territoire autonome dont la population abkhaze revendique l'indépendance par rapport à l'Etat de Géorgie, lui-même indépendant depuis l'éclatement de l'Union soviétique.

On se souvient que l'homme, ministre des Affaires étrangères de Gorbatchev, se posait comme un des chefs de file du courant démocratique en URSS, et revendiquait le droit des peuples de l'Union soviétique - et surtout, du sien propre - à disposer d'eux-mêmes. Il était d'ailleurs choyé et présenté comme tel dans tous les salons des chancelleries occidentales.

Mais voilà, son image de marque démocratique en dehors, et ses prises de position en faveur de l'indépendance de la Géorgie en dedans, ayant été payantes, Chevernadze a trouvé l'Etat qui l'a fait chef. L'attachement affiché au droit des peuples n'a plus de raison d'avoir cours. Chevernadze envoie donc une armée pour contester ce droit aux Abkhazes, quitte à abandonner le drapeau du combat pour la liberté des peuples aux dirigeants nationalistes abkhazes, qui s'en serviront dans le même but : l'agiter devant leur propre peuple jusqu'à ce que se crée une entité étatique qui leur permette de se hisser au pouvoir.

G.K.

Gervais-Danone (Le Plessis-Robinson - 92)

UNE SEMAINE DE GRÈVE

Le 4 juin 1992, Gervais-Danone nous annonçait la fermeture complète de l'usine du Plessis-Robinson pour mai 1993 et le transfert de la production à Bailleul (Nord) et St-Just (Lyon). Pour nous, cela voulait dire mutations et surtout licenciements.

Dans un premier temps, ce fut plutôt l'abattement, mais, premier signe que les travailleurs du Plessis n'étaient pas prêts à se laisser faire : le 29 juin, il y eut un mouvement de grève suivi presque à 100 %. A ce moment-là, la direction campait sur ses positions en ce qui concerne les "compensations" qu'elle accordait aux futurs mutés ou licenciés.

Pourtant Gervais-Danone ferme ce site pour faire 87 millions de francs d'économie de frais de production et pour ne citer qu'un autre chiffre, Gervais-Danone a fait 283 millions de bénéfices en 1991.

Dans la première quinzaine de juillet, il y eut plusieurs débrayages, mais c'est à la fin juillet qu'ici ou là, on parlait de grève, et que l'idée de réclamer 150 000 F pour tous prenait corps. Lundi 3 août l'équipe du matin à 5 h ne prenait pas le travail et bloquait l'entrée des camions de livraison de lait et ceux venus retirer les yaourts.

Au fur et à mesure que les équipes arrivaient ou prenaient le relais, la grève continuait. Le mardi matin l'entrée du personnel non gréviste a été bloquée ce qui l'a contraint de rentrer quatre heures plus tard par une porte secondaire.

La direction réagissait dès mardi en renouvellant quotidiennement le même cinéma : deux fois par jour un huisier relevait les noms que le responsable des "relations humaines" lui indiquait.

En cette période d'été, nous n'étions qu'une centaine au Plessis, mais nous n'avons pas levé le barrage malgré la valse des huissiers, gendarmes et autres flics. On s'est relayé devant la porte pour tenir le barrage jusqu'au vendredi 7 août, jour où la direction est revenue avec un nouvel huissier, un commissaire de police, nous menacant de licenciements pour faute grave, et prenant les identités de chacun.

Les travailleurs ont décidé de lever le barrage si la direction acceptait de discuter le lendemain. Même si des travailleurs sont restés jusqu'au samedi, c'était la fin du mouvement, après 5 jours de grève.

Les travailleurs licenciés toucheront 10 000 F de plus par rapport au plan précédent. Ceux qui seront mutés dans le groupe BSN et qui devront déménager toucheront en plus 10 000 F aussi. Pour ceux qui seront mutés sans devoir déménager, rien n'est prévu. Cela est loin des 150 000F que nous demandions au début. Le travail a repris sans amertume. Nous sommes un peu plus bronzés... et surtout pas mécontents d'avoir montré que nous ne nous laissions pas faire.

Correspondant L.O.

La Réunion

LES OUVRIERS D'UNE USINE SUCRIÈRE EN LUTTE

Les ouvriers de l'usine de Beaufonds (Saint-Benoît) à La Réunion se sont mis en grève illimitée le mardi 28 juillet dernier.

Leurs revendications étaient :

- titularisation des saisonniers qui jusqu'ici avaient un statut précaire, (ils étaient payés uniquement pour les heures travaillées, pas de paiement des jours fériés, aucune indemnité de chômage dans la période où la canne n'est pas récoltée, aucune garantie d'être réembauchés à la saison suivante.)
- 400 F de prime de vie chère ,
- paiement des allocations chômage ,
- 50 kilos de sucre pour tous (les permanents ont 50 kilos et les saisonniers 30).

Le moral était là. La direction pensait que la grève allait s'arrêter d'elle-même et cherchait à "jouer au dur". Pour elle il était hors de question de satisfaire ces revendications.

La détermination des ouvriers était visible par l'importance du piquet de grève qui durait jusqu'à 9 heures du soir. Aussi la direction a dû revoir sa position au bout de seulement 3 jours de grève.

Voulant montrer au patron qui était le plus fort les ouvriers avaient bloqué la grille d'entrée et interdisaient à ce monsieur de pénétrer dans la cour de l'usine avec sa voiture.

Tous ceux qui s'étaient mis contre la grève ont cédé devant la pression. Le délégué syndical CFDT a failli être lynché le premier jour de la grève quand il a voulu expliquer aux ouvriers son point de vue contre la grève et pour le droit de continuer à travailler. Quant au délégué CGTR, bizarrement, il est tombé malade.

Les deux délégués syndicaux largement majoritaires s'étant disqualifiés, c'est le délégué syndical FO, pour la grève, qui l'a à vrai dire organisée, dans une situation où les travailleurs voulaient à tout prix la lutte.

Au bout de 3 jours de grève les travailleurs ont obtenu :

- 200 F minimum de prime d'efficacité de l'usine,
- 50 kilos de sucre pour les saisonniers,
- des promesses pour l'allocation chômage,
- des promesses sur l'embauche des saisonniers l'année prochaine et davantage de travail dans l'année.

Ces promesses ne semblaient pas satisfaire les travailleurs dans leur majorité. Seule l'intervention d'un responsable du syndicat FO (pas le délégué syndical) et la pression des planteurs ont poussé les travailleurs à accepter ces propositions.

Toutefois c'est avec le moral que les ouvriers ont repris le travail. Leur solidarité et leur lutte ont défié pendant 3 jours un des responsables du plus gros groupe financier et industriel de La Réunion et l'ont amené à se plier malgré toute son arrogance.

Bata (Moussey-Lorraine)

QUAND UNE MULTINATIONALE PAYE LES OUVRIERS AU-DESSOUS DU SMIC...

Des salaires nets à 4 000 F et moins, c'est à dire moins que le SMIC (qui est de 4 689,53 F net mensuel au 1er août), cela existe et pas seulement dans les ateliers clandestins de la confection textile : cela arrive chez Bata - le numéro un mondial de la chaussure - à Moussey, en Moselle, où nous sommes environ 1 300 à produire des chaussures.

LO

LO

Car, à Moussey, la direction a décidé, début 1992, de ne plus nous payer sur une base mensuelle de 169 heures mais de payer les heures effectivement travaillées, ce qui est en contradiction totale avec la convention collective de la chaussure.

La CFDT s'est déclarée pour le paiement au nombre d'heures travaillées dans le mois, la CGT contre. Alerté, l'inspecteur du travail a demandé à la direction de revenir sur cette mesure, mais cette dernière fait pour l'instant la sourde oreille.

Dans l'usine, cette "démensualisation" n'a pas spécialement soulevé l'indignation car, mensualisé ou pas, c'est le montant du salaire qui révolte et fait fuir - au sens propre - les travailleurs : chaque année, il y a entre 200 et 300 départs.

Certes, la paye de février a été une vraie catastrophe, car il n'y avait que 156 heures dans le mois, et bien des travailleurs se sont retrouvés en février avec des salaires avoisinant 4 000 F ; certains ayant 3 900 F ou 3 800 F. Mais d'autres mois, où il y a plus d'heures de travail, elle est plus forte.

Ce qui est constant chez Bata, c'est que - en bousculant la loi ou en s'appuyant sur elle - la direction s'attaque aux salaires.

Ainsi l'an dernier c'est en prétextant que la convention collective ne prévoyait qu'une prime annuelle d'un montant de 2 500 F qu'elle a aligné nos primes sur le montant de la convention : les OS ont vu leur prime de 3 000 F ramenée à 2 500 F, les OHQ de 3 420F à 2 500 F.

Plus loin en arrière, en 1986, la direction décidait la suppression du travail aux pièces. Le passage du paiement à l'heure entraîna une baisse de salaire de 15 % en moyenne, certains perdant 1 000 F ou 2 000 F. Ce qui fait que le salaire moyen des OS (et ils sont la majorité) n'a retrouvé qu'en 1989 seulement le niveau de 1983 !

En 1991, machine arrière, la direction réinstaurait le salaire aux pièces, mais avec des tarifs désastreux et jamais l'assurance d'avoir une paye décente en fin de mois.

En effet, les chaînes de production tournent en moyenne à 1 400 paires par jour ; il suffit d'un manque de commandes ou de problèmes de fabrication pour que la chaîne ne tourne plus qu'à 1 000 ou 800 paires et le salaire gagné en fin de journée - comme nous sommes payés à la tâche - se réduit à une misère. C'est ainsi que certains jours des travailleurs se retrouvent à n'avoir gagné que 100 F ! Pour huit heures de travail, même pas 15 F brut de l'heure !

Mais comme d'autres jours on travaille comme des fous et que la paye monte à 300 F ou 400 F, cela fait une moyenne... et toujours pas plus que le SMIC ou même moins en fin de mois !

Et pour arrondir la paye, inutile de compter sur les primes. Hormis la prime annuelle de 2 500 F et la prime d'ancienneté - dénommée prime de fidélité qui est de 550 francs par an (soit à peine 2 francs 50 par jour de travail) au bout de dix ans de présence - il n'y a rien, ni prime de vacances, ni 13e mois ! Par contre il faut payer pour venir travailler, la direction retenant en moyenne 180 F par mois sur la fiche de paye pour payer les cars de ramassage de l'usine.

Pour justifier les baisses de salaires, la direction prétexte souvent de la concurrence des pays sous-développés où les salaires sont bien plus faibles. Il faut dire que Bata en connaît un rayon sur les bas salaires du Tiers Monde : ainsi - et c'est le journal *Le Monde Diplomatique* d'avril qui nous l'apprend - en Inde, la firme Bata, qui paye actuellement ses ouvriers 80 roupies par jour (17 francs), voudrait licencier pour faire faire le travail non plus dans ses usines mais par des cordonniers indépendants payés 25 roupies par jour (5,50 F) !

En Inde, Bata veut diviser par trois des salaires déjà misérables ; en France, Bata veut casser le plancher du SMIC.

La seule limite aux attaques de la direction sera celle que les travailleurs y mettront par la lutte.

Correspondant LO.

Presse

"LE MEILLEUR" N'EST PAS POUR NOUS !

Alain Ayache, éditeur entre autres des journaux *le Meilleur* et *Spéciale dernière*, a décidé de sortir du giron de la presse parisienne.

Selon lui, les coûts de production exhorbitants (les salaires...) et la politique dictatoriale et hégémonique de la CGT du livre mettent ses titres en péril. Lui préfère les imprimeries de "labeur" où les salaires sont moitié moindres, la protection sociale bien plus faible et l'autorité patronale indiscutée.

Les ouvriers du livre ne l'ont pas entendu de cette oreille. En effet, le départ de ces titres met en péril deux entreprises de presse (Offprint et IPSN) ainsi que l'emploi de nombreux travailleurs.

Aussi, le 30 juillet, à l'appel du comité intersyndical de la presse parisienne (le comité inter), 300 travailleurs de Offprint et IPSN sont allé investir les locaux de Ayache pendant près de 3 heures. Il fut contraint de recevoir une délégation des deux entreprises ainsi que le secrétariat du comité inter.

A part la rigolade occasionnée par la mine déconfite de Ayache devant 300 travailleurs en colère, cette réunion n'a rien apporté de vraiment concret. Il entend renégocier à son avantage la facturation au cas où ses titres resteraient en presse parisienne et dépose une plainte auprès du procureur de la République contre la délégation pour séquestration.

Dans un éditorial du *Meilleur* il dénonce le non respect de la liberté des citoyens, les coûts exhorbitants (ça c'est les salaires !), les menaces, le chantage et l'intimidation (ça c'est l'action des travailleurs !), invoque la concurrence européenne incompatible avec les soi-disant privilèges des ouvriers du livre et la mise au pas des éditeurs par le diktat de la CGT... Il s'attaque aux "privilèges" de la CGT dans la corporation, qui remontent à avant la Première Guerre mondiale. Pour imposer ses privilèges à lui, ceux de l'argent.

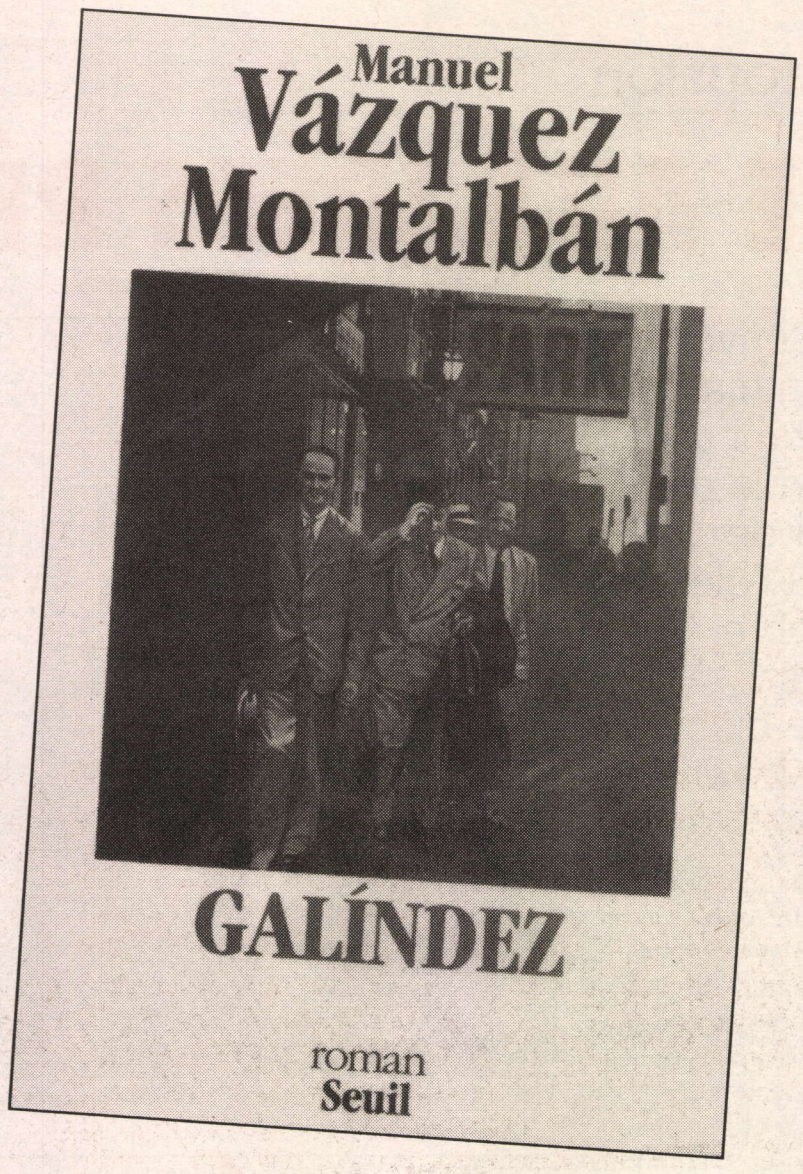
Ayache semble avoir l'appui tacite d'une grande partie des éditeurs car, en attaquant les travailleurs du livre par ce biais, il semble préparer le débat de l'Assemblée nationale qui, à la rentrée de septembre, doit examiner l'éventuelle réforme des statuts de la presse.

Ceci n'est pas sans nous rappeler ce qui est arrivé aux dockers. Nous sommes très vigilants quant à la suite des événements.

GALÍNDEZ

de

Manuel Vázquez Montalbán



Montalbàn est connu pour ses romans policiers où son héros, le détective Pepe Carvalho (ex-communiste et ex-agent de la CIA), évolue dans l'Espagne de l'après-franquisme. Avec *Galíndez* il s'attaque à un sujet plus ambitieux parce qu'historique, mais qui témoigne aussi du goût douteux du dirigeant du PC espagnol que fut jusqu'à une date récente Montalbán pour les personnages ambigus. Il n'y a pas de détective dans ce roman, encore que..., puisqu'il raconte l'enquête de Muriel Colbert, une universitaire américaine, qui cherche la vérité sur Galíndez, un nationaliste basque assassiné en 1956, avec l'aide des services américains, par les hommes de mains de Trujillo, le dictateur de Saint-Domingue qui régna sans partage de 1930 à 1961, date à laquelle, les Américains l'ayant lâché, il fut à son tour assassiné.

L'atmosphère du roman devient vite très trouble, car cette recherche universitaire entraîne la réactivation de certains des agents qui participèrent jadis à l'affaire, bien décidés à la laisser dans l'ombre...

Jesús de Galíndez, même s'il est aujourd'hui quasiment inconnu ici (le journaliste Marcel Niedergang l'avait évoqué dans quelques pages de son livre *La révolution à Saint-Domingue*), n'est pas un personnage imaginaire. Dans les années 1940 et 1950, cet avocat fut l'un des porte-parole du PNV (le Parti Nationaliste Basque). Comme tel, il participa à la guerre civile du côté républicain et dut s'exiler comme la plupart des cadres dirigeants de ce parti après la victoire de Franco. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, les nationalistes basques pensèrent que les alliés (l'impérialisme anglo-américain et l'URSS) s'ils gagnaient la guerre, ne laisseraient pas Franco en place, et dans cette perspective ils courtisèrent les uns et les autres. En fait, les "démocraties" victorieuses s'accomodèrent fort bien du franquisme, et à partir de 1947 les conditions politiques de la guerre froide, avec son hystérie anticommuniste, allaient obliger le PNV et les hommes comme Galíndez, à choisir entre les deux camps.

D'après ce que nous raconte Montalbán, son parti l'avait invité à servir d'informateur rémunéré des services secrets américains. Dans cette période difficile, c'était un des canaux de financement du PNV, car l'argent (qui n'a pas d'odeur...) lui était reversé. Jusqu'à quel point, les nationalistes basques collaborèrent-ils ainsi ? On ne nous le dit ici que pour le cas de Galíndez. Chargé de surveiller la poignée de communistes de Saint-Domingue, autochtones ou réfugiés espagnols, le Galíndez que nous montre Montalbán avait du mal à satisfaire les services américains. En partie parce que certains communistes étaient d'anciens compagnons d'armes et surtout parce que, imaginant des communistes partout, la CIA trouvait faible le rendement de son informateur.

De là à imaginer qu'il n'était pas assez coopérant, parce qu'il était peut-être lui aussi un agent du camp opposé, le pas fut certainement franchi par ceux qui traitaient avec lui quand Galíndez, qui gardait une certaine liberté de pensée, publia *l'Ere de Trujillo,* un brûlot dénonçant le régime et le dictateur. Celui-ci ne supporta pas l'affront et Galíndez fut assassiné sauvagement.

Tout cela on nous le conte au fil d'un livre épais et touffu, qui plonge bientôt le lecteur dans les conditions difficiles des années 1950 dans cette région du monde. Morceau de bravoure, l'interrogatoire de Galíndez par Trujillo en personne, où l'on mesure que la plus petite remarque contre le dictateur peut signer un arrêt de mort.

Ce roman, très riche, présente bien d'autres facettes : il donne des coups de griffe à l'arrivisme universitaire, nous fait voir un temps le monde à travers la conscience d'un agent américain ou d'un fonctionnaire du gouvernement socialiste espagnol, décrit Miami, la capitale de la Floride, grouillante aujourd'hui d'exilés réactionnaires réunis là au fur et à mesure de la chute des dictatures, un vivier où les services secrets US viennent puiser des recrues pour leurs coups tordus, mais surtout il suggère - c'est semble-t-il là que l'auteur entendait nous conduire - que rien ne peut empêcher la vérité de se faire jour : même des dizaines d'années plus tard et quels que soient les obstacles, le passé, le vrai sens de l'histoire, ne peut que réapparaître.

Jacques FONTENOY

Galíndez
de Manuel
Vázquez Montalbán
(Editions du Seuil,
448 pages, 130 F)

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser
toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970.
Gérant : Michel Rodinson.
Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat.
Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.
Tirage : 17 000 exemplaires.
Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– **Lutte Ouvrière -** hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F.
Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.

– **Lutte de Classe -** mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F. – Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL et VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement : - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON CCP 6 851 10 R - PARIS

Convention de Houston

LA FOIRE AUX IDÉES RÉACTIONNAIRES

Incontestablement, la Convention républicaine de Houston marque la prééminence du courant ultra-droite dans le parti. Le rôle de la Convention est bien sûr de désigner son candidat à l'élection présidentielle de novembre prochain, mais il est aussi d'adopter le programme du parti pour les quatre années à venir.

Howell/Gamma

Une militante républicaine protestant contre la remise en cause de droit à l'avortement

C'est ce programme qui est le plus caractéristique du glissement vers "l'ordre moral".

La question de l'avortement divise la société américaine, et la Cour suprême, tout en donnant des gages aux partisans du "laissez-les-vivre" américain, n'a pas franchi le pas de réformer la Constitution à ce propos. Le programme du Parti Républicain, tel qu'il sera soumis aux délégués à Houston, le franchit, lui, allègrement. Et cela malgré l'opposition d'une partie importante des délégués et des électeurs républicains eux-mêmes. Au point que Barbara Bush interviendrait pour dire que ce sujet devrait être laissé à l'écart d'un programme électoral !...

En fait, le programme marqué par l'aile la plus réactionnaire du parti propose d'autres mesures d'ordre moral, comme l'obligation de la prière à l'école et du serment d'allégeance à la Constitution, comme l'interdiction dans les établissements scolaires des conseils sur la contraception ou la distribution de préservatifs. Visiblement, le pape a trouvé des émules au Parti Républicain. Dernier grand thème : l'immigration.

Le programme proposerait la construction d'un mur tout le long de la frontière mexicaine pour stopper l'immigration clandestine.

Le Parti Républicain cherche à conforter sa position dans son électorat le plus réactionnaire. Il faut dire que Clinton, le candidat démocrate, prétendument libéral, a lui-même ancré son programme à droite. La surenchère électorale pousse donc Bush et les républicains à viser encore plus conservateur. Ce qui va en partie dans le sens de la montée des idées réactionnaires dans un monde marqué par la crise durable de l'économie.

Sur le plan économique, Bush ne peut pas promettre de miracle. La présence de Reagan à Houston tient plus de la référence symbolique que d'un programme qui a justement préparé, par l'endettement de l'Etat et la spéculation financière, les principaux déboires actuels du président américain. Quant à la politique internationale, elle a aussi ses limites, que Bush a tenu à préciser à propos d'une éventuelle intervention en Yougoslavie.

Sur fond de crise, de chômage, d'émeutes et dans l'attente d'une reprise décidément bien aléatoire, Bush table sur les valeurs dites morales... et la puissance de ses soutiens financiers.

De toute façon, quelle que soit l'issue des élections de novembre prochain, les travailleurs américains, les chômeurs, les pauvres -et il y en a de plus en plus- n'ont rien à attendre du jeu politique qui se déroule sur la scène électorale.

Colette BERNARD

LES ÉTATS-UNIS, LE CANADA ET LE MEXIQUE CRÉENT UNE ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE

Dans la nuit du 11 au 12 août 1992, après plus d'une année de négociations, les USA, le Canada et le Mexique ont signé l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Cet accord prévoit de créer en 15 ans, entre ces trois pays, une zone commerciale privilégiée grâce à l'abolition progressive de 20 000 barrières douanières existant jusqu'à présent.

Le but affiché de cet accord est de favoriser le développement économique de l'Amérique du Nord. En fait il permettra surtout à la puissance économique américaine de mieux dominer ses deux voisins. Le rapport de force est écrasant en faveur des USA dont l'économie représente 10 fois celle du Canada et 20 fois celle du Mexique.

L'ALENA permettra aux trusts américains de s'implanter avec moins d'entraves au Mexique où les salaires sont 8 fois moins élevés qu'aux USA. C'est ainsi que la compagnie informatique IBM, installée en Californie, n'attendait que la signature de l'accord pour s'installer au Mexique.

De même la pénétration des capitaux américains au Mexique, dans les secteurs des banques, des assurances et du pétrole surtout, sera facilitée sous prétexte que ce mouvement de capitaux du Nord vers le Sud pourra retenir les populations mexicaines misérables dans leur pays et éviter ainsi l'émigration en masse vers le Nord. D'ailleurs, si l'ALENA prévoit une circulation plus libre des marchandises, ce n'est pas le cas des personnes.

Un marché de 363 millions de personnes (13 millions de plus que l'Europe des 12) semble se créer.

Avec toutefois des limites : le protectionnisme pointe rapidement derrière le "libre-échange". Car il s'agit d'empêcher les constructeurs européens et japonais d'utiliser le Mexique comme tête de pont pour conquérir le marché américain. Le protectionnisme à trois, contre le protectionnisme à douze, en quelque sorte. Cette volonté d'institutionnaliser une chasse-gardée pour les USA (chasse qui pourrait s'étendre à d'autres pays d'Amérique latine, comme le Chili) fait grincer des dents le Japon et relance l'idée d'une communauté économique asiatique.

Des dissensions existent aussi entre les trois pays signataires au sujet des industries textile et automobile. Sur le plan intérieur le débat tourne autour de la création ou de la suppression d'emplois qu'entraînera l'accord. Aux USA, Bush, en campagne électorale, parle de 400 000 emplois créés, et les démocrates parlent, eux, de l'accroissement du chômage. Quant au Mexique, certains craignent que la libéralisation des marchés agricoles n'encourage l'exode rural, déjà dramatique.

Dans chacun des trois pays signataires, des capitalistes y gagneront, probablement d'autres y perdront ; mais une chose est certaine : c'est que les populations d'Amérique du Nord ne verront pas leur sort s'améliorer.

Lucien DETROIT

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995